

Journée internationale des droits des femmes Les CIDFF de Provence-Alpes-Côte d'Azur en danger face aux coupes budgétaires annoncées

Alors que les victimes sont de plus en plus nombreuses à solliciter les professionnels des 7 centres d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) de la région, ces lieux ressources sont aujourd'hui confrontés à des défis financiers qui menacent la pérennité de leurs services. À la veille du 8 mars, la Fédération régionale tire la sonnette d'alarme.

Incertitude financière et répercussions directes

La Fédération régionale des CIDFF s'inquiète quant à l'incertitude qui pèse sur les financements dont dépendent fortement ses centres. Plus de 80 % des budgets des CIDFF proviennent de fonds publics –État, Région, Département et fonds spécifiques. Face à une fragmentation des sources de financements, au manque de visibilité budgétaire, aux coupes annoncées, les voyants sont au rouge. Recrutements gelés, permanences en zones rurales menacées de fermeture, listes d'attente pour les consultations psychologiques qui s'allongent jusqu'à 6 mois... "L'incertitude financière à laquelle nous faisons face cette année, plus que les autres, a désormais des répercussions directes sur les services offerts aux personnes accompagnées", alerte Géraldine Rogier, directrice de la Fédération régionale.

Une libération de la parole et un verrouillage des budgets

Une situation d'autant plus incompréhensible et intenable que jamais les sollicitations n'ont été aussi nombreuses. "Les demandes auprès de nos services d'aide aux victimes sont croissantes ces dernières années. C'est la conséquence d'une libération de la parole notamment avec le mouvement #MeToo ainsi que d'une meilleure identification des CIDFF. Partout dans la région, nous avons de plus en plus de femmes qui poussent les portes de nos centres", indique la directrice régionale. "Et les suivis sont de plus en plus complexes, les prises en charge de plus en plus pluridisciplinaires, nous recevons de plus en plus de co-victimes mineures, ajoute Vanessa Garouche, la directrice du CIDFF d'Arles. Au moment où nous devrions recruter des psychologues, des juristes... nous ne le pouvons pas." L'accompagnement des victimes de violences, qui nécessite un soutien immédiat et spécialisé, est mis à mal. Dans le Var, cadre du procès Pélicot, "entre octobre et fin décembre 2024, nous avons enregistré une hausse de plus de 50% du nombre de victimes reçues, sur l'ensemble des permanences du département." Dans les Alpes-Maritimes, cette augmentation atteint 73 % entre 2023 et 2024.

L'appel aux décideuses et décideurs politiques

Face à cette situation inquiétante, la Fédération régionale appelle les décideuses et décideurs politiques à garantir des financements stables et pérennes pour permettre aux CIDFF de poursuivre leurs missions. "Les économies réalisées en réduisant les subventions aux CIDFF répondraient à une mauvaise logique comptable, insiste Vanessa Garouche. Si demain, le travail d'accompagnement des victimes et celui de prévention mené par les CIDFF n'est plus assuré, cela va générer d'autres dépenses bien plus importantes, en termes de santé, de sécurité et de justice. Des dépenses qui se chiffrent en milliards pour les violences faites aux femmes. Le coût des violences faites aux enfants serait encore plus exponentiel."

Un engagement constant des équipes

Forts de l'engagement de leurs équipes et de la solidarité de leurs partenaires, les CIDFF restent profondément déterminés à lutter contre les violences faites aux femmes et à promouvoir l'égalité des genres. En témoigne la riche programmation proposée pour la Journée internationale des droits des femmes dans toute la région. Au programme, autour des thématiques de l'égalité, du sexisme au travail, de l'accès au droit ou encore de la lutte contre les violences : des festivals à Nice et à Arles, une inauguration à Manosque, des sensibilisations, des ateliers, des débats et des interventions en milieu scolaire à Avignon, Cannes, Gap, Digne, Tarascon, Sanary-sur-Mer, La Valette, La Seyne, Hyères et Marseille (lire le programme ci-dessous).

Contacts presse

CIDFF 84 Julia JAN, coordinatrice pôle violences - referent@cidff84.org 06 52 87 34 31
FR-CIDFF PACA Géraldine ROGIER, directrice - directionregionale@cidffpaca.fr 06 74 89 35 58